

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2021

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Robert Lacroix, atteste la véracité du Rapport financier de Ville de Beaconsfield pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Signature _____ Date 14 mars 2022

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	3
État de la situation financière	4
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	5
État des flux de trésorerie	6
Notes complémentaires aux états financiers	7
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	17
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	18
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	19
Charges par objets	20
Excédent (déficit) accumulé	21
Avantages sociaux futurs	25

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	33
Analyse des charges	45

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Beaconsfield

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers de la Ville de Beaconsfield (l'« entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Beaconsfield au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendant de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit des états financiers au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

J'attire l'attention sur le fait que la Ville de Beaconsfield inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers.

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- J'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets-en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- J'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- J'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenu d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- J'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

Daniel Tétreault, CPA inc.
Amos, le 14 mars 2022

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
Revenus				
Taxes	1	40 597 994	40 802 657	40 117 032
Compensations tenant lieu de taxes	2	791 763	804 216	802 402
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 112 519	1 338 110	5 119 334
Services rendus	5	926 964	680 061	689 704
Imposition de droits	6	2 964 350	7 462 191	6 982 769
Amendes et pénalités	7	208 000	224 883	196 395
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	570 500	426 241	561 382
Autres revenus	10	75 000	60 840	74 587
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	47 247 090	51 799 199	54 543 605
Charges				
Administration générale	14	9 214 283	9 550 258	6 317 615
Sécurité publique	15	9 630 259	9 724 839	11 098 287
Transport	16	8 429 315	10 611 174	10 621 904
Hygiène du milieu	17	7 399 268	8 986 771	7 736 985
Santé et bien-être	18	489 006	470 685	453 081
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 781 683	1 783 995	1 653 411
Loisirs et culture	20	8 660 290	8 370 633	7 448 537
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	675 829	677 951	674 054
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	46 279 933	50 176 306	46 003 874
Excédent (déficit) de l'exercice	25	967 157	1 622 893	8 539 731
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		89 299 491	80 759 760
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		89 299 491	80 759 760
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		90 922 384	89 299 491

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	18 766 279	16 948 917
Débiteurs (note 5)	2	19 026 256	17 139 350
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	37 792 535	34 088 267
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	4 933 493	3 329 033
Revenus reportés (note 12)	12	6 498 499	1 220 733
Dette à long terme (note 13)	13	20 464 000	22 472 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	670 400	453 200
Autres passifs (note 14)	15		
	16	32 566 392	27 474 966
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	5 226 143	6 613 301
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	85 314 092	82 276 587
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	351 911	242 292
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	30 238	167 311
	23	85 696 241	82 686 190
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	90 922 384	89 299 491

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	967 157	1 622 893	8 539 731
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	( 7 455 408)	(5 845 818)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		4 417 903	3 829 601
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(3 037 505)	(2 016 217)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(109 619)	(7 980)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		137 073	7 136
	13		27 454	(844)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	967 157	(1 387 158)	6 522 670
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		6 613 301	90 631
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		6 613 301	90 631
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		5 226 143	6 613 301

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 622 893	8 539 731
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	4 417 903	3 829 601
Autres			
▪	3		
▪	4		
	5	6 040 796	12 369 332
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 886 906)	(1 075 545)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	1 604 460	(903 911)
Revenus reportés	9	5 277 766	(316 711)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	217 200	195 000
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(109 619)	(7 980)
Autres actifs non financiers	13	137 073	7 136
	14	11 280 770	10 267 321
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(7 455 408)	(5 845 818)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	()	()
	19	(7 455 408)	(5 845 818)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25		
Remboursement de la dette à long terme	26	(2 008 000)	(1 964 000)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	(2 008 000)	(1 964 000)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	1 817 362	2 457 503
Solde déjà établi	33	16 948 917	14 491 414
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	16 948 917	14 491 414
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	18 766 279	16 948 917

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu de la Loi des cités et villes du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

s/o

b) Partenariats

s/o

B) Comptabilité d'exercice

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Ville de Beaconsfield a été effectuée conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

s/o

a) Actifs financiers

Les actifs financiers de la municipalité sont les ressources financières pour faire face aux obligations existantes et financer les activités futures.

Elles sont classées par grandes catégories :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

La trésorerie et les équivalents de trésorerie;
Les débiteurs;
Les stocks destinés à la revente;
Les prêts.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers de la municipalité sont les ressources non financières.
Elles sont classées par grandes catégories :
Les immobilisations;
Les propriétés destinées à la revente;
Les stocks de fournitures;
Les frais payés d'avance et les frais reportés.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisés au coût. L'amortissement des immobilisations est établi linéairement selon leur durée de vie utile. La vie utile des immobilisations varie de cinq à quarante ans dont les principales catégories sont:

Surfaçage 15 ans
Bâtiments 40 ans
Véhicules 10 ans
Autres infrastructures 40 ans
Équipement de bureau 5 ans
Véhicules lourds 20 ans

D) Passifs

Les passifs de la municipalité sont les obligations existantes.

Ils sont classés par grandes catégories :

Les découverts bancaires;
Les emprunts bancaires;
Les créiteurs et charges à payer;
Les revenus reportés;
Les passifs au titre des avantages sociaux futurs;
Les dettes à long terme.

E) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créiteurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal(2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 «la Loi». Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : méthode de répartition des prestations au prorata des services, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2016 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif sur une période de 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

s/o

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

S/O

S/O

S/O

3. Modification de méthodes comptables

S/O

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	18 766 279	16 948 917
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	18 766 279	16 948 917
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note**5. Débiteurs**

		2021	2020
Taxes municipales	11	2 327 430	2 506 599
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	10 246 860	8 971 237
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	4 572 440	3 398 461
Organismes municipaux	15	3 001	21 304
Autres			
▪	16	1 876 525	2 241 749
▪	17		
	18	19 026 256	17 139 350
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	6 621 120	7 171 806
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	6 621 120	7 171 806
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

6. Prêts

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(670 400)	(453 200)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	(670 400)	(453 200)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 040 300	1 016 900
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	23 523	24 871
	43	1 063 823	1 041 771

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Note**10. Emprunts temporaires****11. Crédeurs et charges à payer**

		2021	2020
Fournisseurs	47	2 481 695	835 874
Salaires et avantages sociaux	48	1 504 188	1 508 423
Dépôts et retenues de garantie	49	739 246	751 698
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Intérêts courus sur DLT	51	208 364	233 038
▪	52		
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	4 933 493	3 329 033

Note**12. Revenus reportés**

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	1 011 742	508 033
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪	69		
▪ Dépôts contribuable	70	769 250	712 700
▪	71		
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪ TECQ	75	4 717 507	
	76	6 498 499	1 220 733

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	3,25	2022	2039	77	20 464 000	22 472 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					83		
Autres					84		
					85	20 464 000	22 472 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	()	()
					87	20 464 000	22 472 000

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2022	88		1 412 000			1 412 000
2023	89		1 247 000			1 247 000
2024	90		1 274 000			1 274 000
2025	91		1 312 000			1 312 000
2026	92		1 345 000			1 345 000
2027 et plus	93		13 874 000			13 874 000
	94		20 464 000			20 464 000
Intérêts et frais accessoires	95		()		()	()
	96		20 464 000			20 464 000

Note**14. Autres passifs**

	2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97	
Assainissement des sites contaminés	98	
Autres		
▪	99	
▪	100	
▪	101	
▪	102	
	103	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	26 138 925	1 706 473		27 845 398
Eaux usées	105	32 681 934	2 457 690		35 139 624
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	45 621 168	1 906 474		47 527 642
Autres					
▪	107	7 719 560	304 968		8 024 528
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	18 961 216	490 083		19 451 299
Améliorations locatives	111	25 475			25 475
Véhicules	112	5 347 705	475 405		5 823 110
Ameublement et équipement de bureau	113	503 128	85 770		588 898
Machinerie, outillage et équipement divers	114	2 432 166	28 545		2 460 711
Terrains	115	3 043 811			3 043 811
Autres	116				
	117	142 475 088	7 455 408		149 930 496
Immobilisations en cours	118				
	119	142 475 088	7 455 408		149 930 496
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	7 027 031	753 471		7 780 502
Eaux usées	121	14 154 047	641 943		14 795 990
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	21 856 963	1 437 088		23 294 051
Autres					
▪	123	3 454 009	248 299		3 702 308
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	9 497 481	714 045		10 211 526
Améliorations locatives	127				
Véhicules	128	2 585 357	438 338		3 023 695
Ameublement et équipement de bureau	129	230 512	48 033		278 545
Machinerie, outillage et équipement divers	130	1 393 101	136 686		1 529 787
Autres	131				
	132	60 198 501	4 417 903		64 616 404
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	82 276 587			85 314 092
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134				
Amortissement cumulé	135	()	()	()	()
Valeur comptable nette	136				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

	2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137	
Immeubles industriels municipaux	138	
Autres	139	
	140	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪	154	30 238	167 311
▪	155		
▪	156		
Autres			
▪	157		
▪	158		
	159	30 238	167 311

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

19. Obligations contractuelles

En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 3 423 669 \$. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour les quatre prochains exercices financiers les sommes suivantes :

2022	1 828 459\$
2023	1 508 691\$
2024	86 519\$

20. Droits contractuels

s/o

21. Passifs éventuels

s/o

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
	160		

N/A

B) Auto-assurance

n/a

C) Poursuites

La Ville fait l'objet d'une poursuite, conjointement avec la Ville de Montréal. La Ville conteste cette réclamation. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement du litige et le montant que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a donc été constituée dans les états financiers. Dépendamment du montant qui serait à payer la ville affecterait son surplus ou irait en règlement d'emprunt.

D) Autres

n/a

22. Actifs éventuels

s/o

23. Redressement aux exercices antérieurs

s/o

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget 2021		Réalisations 2021	Total	Réalisations 2020
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	40 597 994	40 802 657		40 802 657	40 117 032
Compensations tenant lieu de taxes	2	791 763	804 216		804 216	802 402
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 112 519	1 338 110		1 338 110	3 263 529
Services rendus	5	926 964	680 061		680 061	689 704
Imposition de droits	6	2 964 350	7 237 502		7 237 502	6 191 216
Amendes et pénalités	7	208 000	224 883		224 883	196 395
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	570 500	426 241		426 241	561 382
Autres revenus	10	75 000	60 840		60 840	74 587
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	47 247 090	51 574 510		51 574 510	51 896 247
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15					1 855 805
Imposition de droits	16		224 689		224 689	791 553
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		224 689		224 689	2 647 358
	22	47 247 090	51 799 199		51 799 199	54 543 605
Charges						
Administration générale	23	9 214 283	9 196 730	353 528	9 550 258	6 317 615
Sécurité publique	24	9 630 259	9 702 705	22 134	9 724 839	11 098 287
Transport	25	8 429 315	8 645 147	1 966 027	10 611 174	10 621 904
Hygiène du milieu	26	7 399 268	7 545 590	1 441 181	8 986 771	7 736 985
Santé et bien-être	27	489 006	470 685		470 685	453 081
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 781 683	1 780 421	3 574	1 783 995	1 653 411
Loisirs et culture	29	8 660 290	7 739 174	631 459	8 370 633	7 448 537
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	675 829	677 951		677 951	674 054
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		4 417 903	(4 417 903)		
	34	46 279 933	50 176 306		50 176 306	46 003 874
Excédent (déficit) de l'exercice	35	967 157	1 622 893		1 622 893	8 539 731

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021		2020
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	967 157	1 622 893	8 539 731
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	)( 224 689)	)( 2 647 358)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	967 157	1 398 204	5 892 373
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		4 417 903	3 829 601
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		4 417 903	3 829 601
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	1 457 320)	)( 1 457 314)	)( 1 430 348)
	18	(1 457 320)	(1 457 314)	(1 430 348)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	1 575 000)	)( 1 458 730)	)( 1 505 907)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			7 500
Excédent de fonctionnement affecté	21	2 370 000	1 871 784	987 046
Réserves financières et fonds réservés	22	(304 837)	(2 535 139)	(2 764 067)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	490 163	(2 122 085)	(3 275 428)
	26	(967 157)	838 504	(876 175)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		2 236 708	5 016 198

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	224 689	2 647 358
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2	(39 575)	()
Sécurité publique	3	(57 887)	(114 498)
Transport	4	(2 298 697)	(2 048 157)
Hygiène du milieu	5	(4 199 908)	(1 499 836)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(35 744)	()
Loisirs et culture	8	(823 597)	(2 183 327)
Réseau d'électricité	9	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()
	11	(7 455 408)	(5 845 818)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	1 458 730	1 505 907
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17	1 373 655	186 244
Réserves financières et fonds réservés	18	2 215 205	2 576 179
	19	5 047 590	4 268 330
	20	(2 407 818)	(1 577 488)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(2 183 129)	1 069 870

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalizations	
		2021	2021	2020
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	8 912 648	8 802 124	8 071 018
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	2 266 587	2 456 679	2 309 862
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	9 732 534	8 866 513	7 240 916
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	647 829	556 362	556 121
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	28 000	121 589	117 933
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	24 545 761	24 976 671	23 876 279
Transferts	15			
Autres	16			
Autres organismes				
Transferts	17			
Autres	18	54 574	36 563	28 301
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		4 417 903	3 829 601
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Réclamation de dommages	21	92 000	(58 098)	(26 157)
▪	22			
▪	23			
	24	46 279 933	50 176 306	46 003 874

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 920 228	6 233 514
Excédent de fonctionnement affecté	2	10 463 302	9 448 740
Réserves financières et fonds réservés	3	6 995 987	5 376 052
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	()	()
Financement des investissements en cours	5	(928 345)	1 264 792
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	71 471 212	66 976 393
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	()	()
	8	90 922 384	89 299 491
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 920 228	6 233 514
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	2 920 228	6 233 514
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Foresterie urbaine	12	1 006 972	1 006 972
▪ Services Professionnels	13	1 696 996	1 157 391
▪ Boisé Angell	14	197 320	697 320
▪ Élections	15	187 159	322 159
▪ Place Centennial	16	1 600 000	300 000
▪ Piscines extérieures	17	317 189	317 189
▪ Équilibre budgétaire	18	1 669 500	1 169 500
▪ Infrastructure	19	2 434 360	3 078 209
▪ Sécur.civile, Innova, Op. Hiv.	20	1 353 806	1 400 000
	21	10 463 302	9 448 740
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	10 463 302	9 448 740

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	6 995 987
Organismes contrôlés et partenariats	38	5 376 052
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47	6 995 987
	48	5 376 052
	48	6 995 987
		5 376 052

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 ()(
Autres	53 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()(
Assainissement des sites contaminés	56 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()(
Autres	58 ()(
▪	59 ()(
▪	60 ()(
	61 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 ()(
Utilisation du fonds de roulement	63 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 ()(
Utilisation du fonds de roulement	65 ()(
Autres	66 ()(
▪	67 ()(
▪	68 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 ()(
Mesure relative à la COVID-19	70 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	71 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 ()(
Autres	73 ()(
▪	74 ()(
▪	75 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres	80	
▪	81	
	82 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	83	2 221 711
Investissements à financer	84 (928 345)(	956 919)
	85 (928 345)	1 264 792
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86	85 314 092
Propriétés destinées à la revente	87	82 276 587
Prêts	88	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90	
	91	85 314 092
	92	82 276 587
Ajustements aux éléments d'actif	93	85 314 092
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	94 (20 464 000)(	22 472 000)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 () ()
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96	6 621 120
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97	7 171 806
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98	
	99 (13 842 880)(	15 300 194)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 () ()
	101 (13 842 880)(	15 300 194)
	102	71 471 212
		66 976 393

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	_____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime est enregistré auprès de Retraite Québec (21555) et auprès de l'Agence du revenu du Canada (312983).

Selon la dernière évaluation actuarielle du Régime déposé à Retraite Québec au 31 décembre 2019, le Régime était capitalisé à 93.2 % pour le volet antérieur et 108.2 % pour le volet postérieur et le degré de solvabilité était de 73.6 % pour le volet antérieur et 81.1% pour le volet postérieur. Le déficit actuariel sur base de capitalisation s'élevait à 3 080 100 \$ et le manque d'actif sur base de solvabilité s'élevait à 11 171 200 \$ au 31 décembre 2019.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

La loi prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel doit être prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 est requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisés au 31 décembre 2021. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie.

Application de la Loi aux régimes de la Ville de Beaconsfield

La Ville de Beaconsfield participe à un régime de retraite qui est visé par la Loi et qui fait l'objet du processus de négociations depuis février 2015. Les incidences de ces modifications pour la Ville de Beaconsfield aux résultats de 2014 ont été reflétées lors de l'évaluation de comptabilisation des coûts et obligations au 31 décembre 2015.

La Ville de Beaconsfield a finalisé des ententes pour chacun des groupes d'employés (Cols blancs, Cols bleus et Cadres). Celles-ci ont été approuvées par toutes les parties concernées et signées en date du 1er janvier 2017. Conformément à ces ententes, certaines modifications sont effectives en date du 1er janvier 2014, alors que d'autres modifications sont effectives en date du 1er janvier 2017. Les impacts sur l'obligation des prestations constituées et la dépense totale en vigueur au 1er janvier 2017 relativement aux ententes signées ont été reflétés lors de la présente évaluation de comptabilisation des coûts et obligations au 31 décembre 2017. La date de la plus récente évaluation actuarielle de ce régime auquel la Ville de Beaconsfield participe est le 31 décembre 2019.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (453 200)	(258 200)
Charge de l'exercice	4 (1 040 300)(	1 016 900)
Cotisations versées par l'employeur	5 823 100	821 900
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (670 400)	(453 200)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 38 232 300	34 833 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (38 744 300)(	36 957 200)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (512 000)	(2 124 200)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (158 400)	1 671 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (670 400)	(453 200)
Provision pour moins-value	12 () ()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (670 400)	(453 200)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 38 232 300	34 833 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (38 744 300)(	36 957 200)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (512 000)(	2 124 200)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 1 234 200	1 231 800
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 1 234 200	1 231 800
Cotisations salariales des employés	21 (617 100)(	615 900)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()
	23 617 100	615 900
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 326 200	304 800
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 943 300	920 700
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 1 790 700	1 787 800
Rendement espéré des actifs	33 (1 693 700)(	1 691 600)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 97 000	96 200
Charge de l'exercice	35 1 040 300	1 016 900

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 3 621 684	2 439 500
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (1 693 700)(	1 691 600)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 1 927 984	747 900
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (424 784)	(962 100)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 1 662 584	1 602 700
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 39 532 400	36 713 900
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 1 208 300	636 400
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 4,80 %	4,80 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 4,80 %	4,80 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,50 %	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪ % actualisation nouveau volet	51 5	5
▪ % rendement prévu LT nouv. vol	52 5	5

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements			
		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113		
Description des régimes et autres renseignements			
		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117		
	118		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	6	4

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2021</u>	<u>2020</u>
Cotisations des élus au RREM	120	4 466	4 836
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	23 523	24 871
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122		
	123	23 523	24 871
Note			

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TAXES		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	36 654 091	36 769 679	36 149 980
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	36 654 091	36 769 679	36 149 980
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	2 549 440	2 649 213	2 713 325
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	1 394 463	1 383 765	1 253 727
Autres				
▪	16			
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19			
Service de la dette	20			
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	3 943 903	4 032 978	3 967 052
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	3 943 903	4 032 978	3 967 052
	29	40 597 994	40 802 657	40 117 032

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30	336	722	713
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31			
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33			
	34	336	722	713
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	158 452	197 053	196 727
Cégeps et universités	36			
Écoles primaires et secondaires	37	460 721	592 790	591 502
	38	619 173	789 843	788 229
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39	172 254	13 651	13 460
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42	172 254	13 651	13 460
	43	791 763	804 216	802 402
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	44			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45			
Taxes d'affaires	46			
	47			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	48			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	791 763	804 216	802 402

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55	166 010	197 718	166 821
Sécurité publique				
Police	56			
Sécurité incendie	57			
Sécurité civile	58			
Autres	59			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60			
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62		3 901	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70			
Réseau de distribution de l'eau potable	71	258 009	296 501	276 375
Traitement des eaux usées	72			
Réseaux d'égout	73			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75			
Tri et conditionnement	76			
Autres	77	260 000	308 363	274 643
Autres	78	153 000	108 445	2 198 147
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80			
Autres	81			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	85			
Rénovation urbaine	86			
Promotion et développement économique	87			
Autres	88			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	89			22 008
Activités culturelles				
Bibliothèques	90	51 000	161 962	67 804
Autres	91	24 500	5 510	36 862
Réseau d'électricité	92			
	93	912 519	1 082 400	3 042 660

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	94		
Sécurité publique			
Police	95		
Sécurité incendie	96		
Sécurité civile	97		
Autres	98		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	99		
Enlèvement de la neige	100		
Autres	101		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	102		
Transport adapté	103		
Transport scolaire	104		
Autres	105		
Transport aérien	106		
Transport par eau	107		
Autres	108		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109		
Réseau de distribution de l'eau potable	110		895 306
Traitement des eaux usées	111		
Réseaux d'égout	112		960 499
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	113		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	114		
Tri et conditionnement	115		
Autres	116		
Autres	117		
Cours d'eau	118		
Protection de l'environnement	119		
Autres	120		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	121		
Sécurité du revenu	122		
Autres	123		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	124		
Rénovation urbaine	125		
Promotion et développement économique	126		
Autres	127		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	128		
Activités culturelles			
Bibliothèques	129		
Autres	130		
Réseau d'électricité	131		
	132		1 855 805

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137	200 000	255 710	220 869
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140			
Dotations spéciales de fonctionnement	141			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143			
	144	200 000	255 710	220 869
TOTAL DES TRANSFERTS	145	1 112 519	1 338 110	5 119 334

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	146			
Évaluation	147			
Autres	148			
	149			
Sécurité publique				
Police	150			
Sécurité incendie	151			
Sécurité civile	152			
Autres	153			
	154			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	155			
Enlèvement de la neige	156			
Autres	157			
Transport collectif	158			
Autres	159	2 000	101 730	91 190
	160	2 000	101 730	91 190
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
	161			
Réseau de distribution de l'eau potable				
	162			
Traitement des eaux usées				
	163			
Réseaux d'égout				
	164			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
	165			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	166			
Tri et conditionnement	167			
Autres	168			
Autres	169			
Cours d'eau	170			
Protection de l'environnement	171			
Autres	172			
	173			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	174			
Autres	175			
	176			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	177			
Rénovation urbaine	178			
Promotion et développement économique	179			
Autres	180			
	181			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	182			
Activités culturelles				
Bibliothèques	183			
Autres	184			
	185			
Réseau d'électricité	186			
	187	2 000	101 730	91 190

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	188			
Évaluation	189			
Autres	190	64 800	72 244	61 196
	191	64 800	72 244	61 196
Sécurité publique				
Police	192			
Sécurité incendie	193			
Sécurité civile	194			
Autres	195			
	196			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197			
Enlèvement de la neige	198			
Autres	199			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200			
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204	10 000	28 284	(1 365)
	205	10 000	28 284	(1 365)
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	206			
Traitement des eaux usées	207			
Réseaux d'égout	208			
Réseaux d'égout	209			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210			
Matières recyclables	211			
Autres	212			
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214			
Autres	215	31 500	23 656	26 111
	216	31 500	23 656	26 111

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224	57 000	78 687	121 767
	225	57 000	78 687	121 767
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226			
Activités culturelles				
Bibliothèques	227			
Autres	228	761 664	375 460	390 805
	229	761 664	375 460	390 805
Réseau d'électricité				
	230			
	231	924 964	578 331	598 514
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	926 964	680 061	689 704

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	364 350	520 442	493 435
Droits de mutation immobilière	234	2 600 000	6 717 060	5 697 781
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236		224 689	791 553
	237	2 964 350	7 462 191	6 982 769
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	208 000	224 883	196 395
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	570 500	426 241	561 382
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions	248			
Redevances réglementaires	249	25 000	16 000	50 896
Autres	250	50 000	44 840	23 691
	251	75 000	60 840	74 587
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	252			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	413 379	326 914		326 914	335 952
Greffe et application de la loi	2	1 451 307	1 497 310	2 027	1 499 337	1 214 069
Gestion financière et administrative	3	2 193 017	2 382 743	31 783	2 414 526	2 127 340
Évaluation	4	2 400	2 574		2 574	173 285
Gestion du personnel	5	534 681	544 393		544 393	483 816
Autres						
▪	6	4 619 499	4 442 796	319 718	4 762 514	1 983 153
▪	7					
	8	9 214 283	9 196 730	353 528	9 550 258	6 317 615
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	5 712 160	5 712 170		5 712 170	6 582 617
Sécurité incendie	10	3 147 942	3 147 947		3 147 947	3 637 816
Sécurité civile	11	166 634	158 025	22 134	180 159	271 969
Autres	12	603 523	684 563		684 563	605 885
	13	9 630 259	9 702 705	22 134	9 724 839	11 098 287
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	1 103 746	1 300 675	1 807 011	3 107 686	2 880 575
Enlèvement de la neige	15	1 277 482	1 400 705	35 608	1 436 313	1 172 642
Éclairage des rues	16	191 054	201 542	123 408	324 950	267 323
Circulation et stationnement	17	497 424	382 607		382 607	334 750
Transport collectif						
Transport en commun	18	5 359 609	5 359 618		5 359 618	5 966 614
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	8 429 315	8 645 147	1 966 027	10 611 174	10 621 904

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	663 300	1 095 497	269 457	1 364 954	572 278
Réseau de distribution de l'eau potable	24	3 134 474	2 757 934	556 086	3 314 020	3 147 133
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	627 811	828 172	609 588	1 437 760	1 579 692
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	623 615	601 281		601 281	381 877
Élimination	28	708 808	708 809	6 050	714 859	716 013
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	327 700	372 778		372 778	317 345
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	347 488	373 903		373 903	405 875
Traitement	32					
Matériaux secs	33	502 005	517 909		517 909	398 075
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	464 067	289 307		289 307	218 697
Autres	39					
	40	7 399 268	7 545 590	1 441 181	8 986 771	7 736 985
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	311 661	312 512		312 512	307 350
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	177 345	158 173		158 173	145 731
	44	489 006	470 685		470 685	453 081

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	932 721	933 529	3 574	937 103	1 057 851
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	744 725	742 655		742 655	577 269
Tourisme	49	104 237	104 237		104 237	18 291
Autres	50					
Autres	51					
	52	1 781 683	1 780 421	3 574	1 783 995	1 653 411
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	1 000 786	686 296	91 112	777 408	811 929
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 358 551	1 203 968	6 576	1 210 544	1 096 127
Piscines, plages et ports de plaisance	55	865 332	454 979	109 570	564 549	533 175
Parcs et terrains de jeux	56	2 272 607	2 444 477	260 590	2 705 067	2 213 346
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	152 148	112 898		112 898	27 752
Autres	59					
	60	5 649 424	4 902 618	467 848	5 370 466	4 682 329
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	1 230 706	1 122 914	132 611	1 255 525	1 196 025
Bibliothèques	62	1 780 160	1 713 642	31 000	1 744 642	1 570 183
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	3 010 866	2 836 556	163 611	3 000 167	2 766 208
	67	8 660 290	7 739 174	631 459	8 370 633	7 448 537

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Budget 2021		Réalizations 2021		Total	Réalizations 2020
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	572 829	509 179		509 179	556 121
Autres frais	70	75 000	47 183		47 183	
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		97 000		97 000	96 200
Autres	72	28 000	24 589		24 589	21 733
	73	675 829	677 951		677 951	674 054
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75		4 417 903 (	4 417 903)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Réalizations 2021	Réalizations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	1 706 473	1 405 153
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	2 457 690	94 684
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 906 474	681 692
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	304 968	4 176
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	490 083	1 874 664
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	475 405	1 262 324
Ameublement et équipement de bureau	18	85 770	
Machinerie, outillage et équipement divers	19	28 545	523 125
Terrains	20		
Autres	21		
	22	7 455 408	5 845 818

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	1 706 473	1 405 153
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	2 457 690	94 684
Autres infrastructures	27	2 211 442	685 868
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations corporelles	33	1 079 803	3 660 113
	34	7 455 408	5 845 818

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	15 300 194		1 457 314	13 842 880
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	15 300 194		1 457 314	13 842 880
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	7 171 806		550 686	6 621 120
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	7 171 806		550 686	6 621 120
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	7 171 806		550 686	6 621 120
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17	7 171 806		550 686	6 621 120
	18	22 472 000		2 008 000	20 464 000
Dette en cours de refinancement	19	()		()	
Reclassement / Redressement	20				
Dette à long terme	21	22 472 000		2 008 000	20 464 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	20 464 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	928 345
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	6 621 120
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	14 771 225
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	14 771 225
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	215 527
Autres organismes	19	3 286 000
Endettement total net à long terme	20	18 272 752
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	38 661 000
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	38 661 000
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	56 933 752
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Budget 2021	Réalizations 2021	Réalizations 2020
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			170 713
Autres	3	4 616 670	4 619 046	1 884 563
Sécurité publique				
Police	4	5 712 160	5 712 170	6 582 617
Sécurité incendie	5	3 147 942	3 147 947	3 637 816
Sécurité civile	6	125 084	125 084	138 196
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			67 066
Transport collectif	9	5 359 609	5 359 618	5 966 614
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	2 400 000	2 827 682	2 320 584
Matières résiduelles	12	708 808	708 809	758 048
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	26 795	26 795	36 316
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	311 661	312 512	307 350
Autres	17	126 395	126 368	123 041
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	23 623	23 623	118 677
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	734 125	734 126	571 740
Autres	21	104 237	104 237	18 291
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	333 557	333 557	380 040
Activités culturelles	23	815 095	815 097	794 607
Réseau d'électricité				
	24			
	25	24 545 761	24 976 671	23 876 279

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021*Non audité*

		2021	2020
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	7 455 408	5 845 818
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	7 455 408	5 845 818

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	27,62	35,00	50 266,00	3 038 554	876 761	3 915 315
Professionnels	2						
Cols blancs	3	62,30	35,00	113 391,00	3 305 855	810 728	4 116 583
Cols bleus	4	35,06	36,00	65 623,00	2 217 957	728 679	2 946 636
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	124,98		229 280,00	8 562 366	2 416 168	10 978 534
Élus	9	6,13			239 758	40 511	280 269
	10	131,11			8 802 124	2 456 679	11 258 803

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	1 338 110				1 338 110
	17	1 338 110				1 338 110

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	195 359	134 078
	4	195 359	134 078
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10		
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12	115 883	132 559
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	115 883	132 559
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	188 557	208 208
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	118 089	130 322
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	306 646	338 530
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	60 063	68 887
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	60 063	68 887
Réseau d'électricité			
	40		
	41	677 951	674 054

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Georges Bourelle	Maire	66 126	17 401	44 021	
Peggy Alexopoulos	Conseiller	2 482	1 241		
Dominique Godin	Conseiller	19 857	9 929		
Robert Mercuri	Conseiller	19 857	9 929		
Karen Messier	Conseiller	23 714	8 687		
Roger Moss	Conseiller	19 857	9 929		
David Newell	Conseiller	22 857	9 929		
Martin St-Jean	Conseiller	2 482	1 241		

Note

La rémunération présentée pour M. Bourelle comprend le salaire réel versé en 2021 par la Ville de Montréal pour son rôle de membre du Conseil de l'Agglomération de Montréal et comme Vice-Président de la commission sur les finances et l'administration. La rémunération présentée inclut également le salaire versé par la Société de Transport de Montréal (STM) pour son rôle de membre du conseil d'administration.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		OUI	NON	
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1			8 000 000 \$
Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement				
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input type="checkbox"/>	3	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021	4			\$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5	<input type="checkbox"/>	6	<input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :				
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7			\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8			\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	9			\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	10			\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	11			\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	12			\$
Ligne 14 : Débiteurs	13			\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14			\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	15			\$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	16			\$
Ligne 20 : Revenus reportés	17			\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 18 19
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 20 740 690 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 21 22
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021 23 6 717 060 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 24 25
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 26 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 27 28
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 29 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 30 31
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 32 33
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 34 35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 36 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 37 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 39 252 417 \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40 41
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 42 _____ \$
- b) autres formes d'aide 43 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021

44 \$

Facteur comparatif de 2021

45

Valeur uniformisée

46 \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

47 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

48 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

49 \$

Chaussées pavées - entretien préventif

50 \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

51 \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

52 \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

53 \$

Systèmes de drainage

54 \$

Abords de routes

55 \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

56 \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

57 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

58 \$

c) Total des frais encourus admissibles

59 \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

60

b) Date d'adoption de la résolution

61

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 62 63
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 64 2005-12-020
- b) Date d'adoption de la résolution 65 2005-12-05
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 66 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 67 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 68 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8) 69 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9) 70 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10) 71 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11) 72 _____
- h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 73 1 500
- i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16) 74 750
- j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 75 _____
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 76 77
13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL 78 \$
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres 79 \$
- Ministère des Transports 80 \$
- Ministère de la Culture et des Communications 81 \$
- Autres ministères/organismes 82 \$
- 83 \$